

TERRITOIRES EN TRANSITION : UN CHEMIN D'AUTO-ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

Joël MARTINE, Marseille, août 2010
joel.martine@free.fr

Parti de petites villes anglaises en 2006, le mouvement des Territoires en transition est une méthode de l'action collective nouvelle et prometteuse en réponse au pic pétrolier et au dérèglement climatique. On demande aux gens de s'interroger sur ce qu'ils peuvent faire avec les ressources existant autour d'eux sur un territoire précis, et pouvant être mises en oeuvre sans attendre des décisions des pouvoirs publics (mais en créant le rapport de force qui rendra ces décisions possibles). Par cette prise de conscience et cette prise en main collective de la vie locale, les gens sortent de l'alternance entre insouciance irresponsable et angoisse paralysante. Il est décisif que cette démarche soit reprise par les citoyens, les collectifs militants, et les élus : c'est une approche pragmatique qui pourrait transformer les conditions mêmes de l'action politique et contribuer à débloquer l'auto-transformation de la société.

Le point de départ n'est pas un parti pris idéologique, mais la force d'une évidence : le pic pétrolier qui est maintenant sous nos yeux provoquera tôt ou tard, mais bientôt, un traumatisme dans la vie de nos sociétés ou tout est dépendant du pétrole : hausse des prix de l'essence et de l'électricité, rupture des approvisionnements alimentaires qui à l'heure actuelle passent par des trajets de longue distance, fermeture d'entreprises, paupérisation rampante ou galopante d'une grande partie de la population, spirale de récession, et développement de logiques politiques ségrégationnistes et autoritaires.

D'autre part, faire comme si on pouvait repousser le pic pétrolier en relançant, même provisoirement, l'exploitation des énergies fossiles (par exemple les forages pétroliers dans le grand nord), ne fait qu'enfoncer le monde dans une autre crise, encore plus grave, qui est le dérèglement climatique. Au contraire, une « décarbonisation » de l'économie (sobriété énergétique, relocalisation de la production, énergies renouvelables, etc.) permettrait à la fois d'amortir les dommages du pic pétrolier et de diminuer radicalement les émissions de gaz à effet de serre.

Donc des alternatives existent. Mais dans l'ensemble ni le système de production ni les consommateurs n'ont été préparés à une transition en douceur vers l'après-pétrole, car les décideurs économiques, pris dans une compétition incessante, guidés par le profit capitaliste ou par la maximisation de la puissance des Etats, misent toujours et encore sur la croissance des richesses et des moyens de pouvoir qui sont à leur disposition à court terme et qui sont massivement pétro-dépendants. C'est pourquoi le pic pétrolier aura inéluctablement des aspects de catastrophe.

Il faut donc, et c'est là l'apport original de la démarche dite « en transition », que la société se prépare à tenir le coup face à des changements brutaux ; qu'elle acquière un pouvoir sur elle-même pour anticiper son auto-transformation, et cela est possible dès à présent par l'auto-organisation à l'échelle locale. En positif, c'est l'occasion de rompre avec la surconsommation, de (re)construire un tissu de solidarité, et de redéfinir la démocratie sur des enjeux concrets.

Mais d'abord quelques références pour découvrir cette problématique :

- une vidéo très pédagogique, pour tout public : *In transition 1.0 : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*. <http://vimeo.com/8029815> : peut être commandé en DVD en anglais sous-titré en français et autres langues, 15€ : bearn64transition@gmail.com (Kitty De Bruin).

- *La Revue Durable*, n°38, juin-août 2010, en kiosque ou www.larevuedurable.com : un dossier très complet sur le démarrage du mouvement « transition » en Europe francophone explique tout pour les débutants, et fait le point sur les problèmes rencontrés.
- <http://villesentransition.net> : tout savoir sur ce mouvement.
- <http://salades-nicoises.net/spip.php?article287> : une bonne compilation de documents.
- film documentaire : *Cuba : the power of community (=la force du collectif)* : Au début des années 90 la Russie arrête du jour au lendemain la fourniture de pétrole bon marché à Cuba. Contrainte à réagir rapidement, la société cubaine le fera en s'efforçant de maintenir les solidarités sociales. Cette expérience est discutée dans le réseau des *villes en transition* car elle préfigure en grande partie les problèmes de la transition à l'après-pétrole.
<http://www.powerofcommunity.org/cm/index.php> . Film visionnable en anglais (streaming de mauvaise qualité) :
http://www.livevideo.com/media/playvideo_fs.aspx?fs=1&cid=CD893609A0CB495D9A9CF04AC9E4AEFF
- Pour le commander :
<http://www.communitysolution.org/poc.html>
- revue *Entropia*, automne 2009, *L'Effondrement, et après?* Dont article de Christian Araud, *Scénarios du futur et initiatives de transition*, approche « futurologique » discutable mais qui donne des idées!
- Réseau Action Climat, *Kit d'information sur les plans climat énergie territoriaux* :
http://www.rac-f.org/article.php3?id_article=1684

L'auto-organisation locale pour préparer la résilience de la société

L'expérience a commencé en 2006 dans des petites villes d'Angleterre, dont Totnes. Le point de départ est d'amener les gens à imaginer la vie dans leur cité après le pic pétrolier, quand tous les dérivés du pétrole seront à un prix prohibitif. L'idée est d'organiser dès à présent à la base la « résilience » du tissu social et économique local au traumatisme collectif que sera le pic pétrolier, en se concertant, en refusant de se laisser paralyser par la peur ou le fatalisme (il y a une dimension psychologique dans la résilience), et en se mobilisant autour d'initiatives concrètes. Dans la vidéo *In Transition*, les citoyens témoignent que cette démarche permet de se confronter aux défis écologiques en dépassant la peur et en (re)construisant les solidarités locales. Et là on se rend compte qu'on peut mobiliser des ressources à l'échelle locale : potagers partagés, réintroduction d'espaces agricoles en ville ou à proximité, et plus généralement relocalisation de l'économie. C'est exactement la démarche des AMAP. Un aspect important est la redécouverte de qualifications qui existaient localement il y a une quarantaine d'années et qui ont été évincées par la mondialisation de la production : ateliers de réparation, rénovation des bâtiments, etc. Plusieurs petites villes expérimentent une monnaie complémentaire locale (sorte de bons d'achats acceptés par les commerçants et producteurs locaux volontaires, et que l'on peut reconvertir en monnaie nationale) : cela incite les consommateurs à dépenser leur argent dans le tissu économique local ; c'est une forme de SEL (système d'échange local), et cela permet d'envisager à l'avenir une protection du pouvoir d'achat local en cas de grandes fluctuations de la monnaie nationale. L'accent est mis sur les transports en commun, le co-voiturage, etc. On s'efforce toujours d'impliquer l'ensemble de la population, et c'est sur la base de cette mobilisation collective qu'au final on élabore un plan de descente énergétique : diminution des consommations d'énergie et passage aux énergies renouvelables, c'est l'esprit de ce qu'on appelle en France la démarche Négawatt, (Voir Philippe Vrain, *Crise économique, mutations énergétiques et changement climatique* : http://lafederation.org/index.php?option=com_content&view=article&id=262) mais en partant de la base, en faisant réfléchir les gens sur ce qu'ils peuvent faire, et c'est ensuite seulement que la démarche entraîne les élus et les institutions. D'où l'importance de ne pas être dans l'éphémère, et de toujours enraciner l'action sur un territoire.

C'est maintenant, dans les années qui viennent, qu'on va voir si ces expériences débouchent sur des décisions institutionnelles d'ampleur et une descente énergétique conséquente.

Philosophie de la permaculture + aspects psychologiques

Le modèle de pensée (le paradigme) qui inspire la démarche, c'est la *permaculture* : une vision écologique de l'agriculture où il s'agit avant tout d'entretenir la qualité des sols à travers des synergies entre les différentes espèces de plantes (le contraire de la monoculture), sur le modèle des éco-systèmes naturels. Et cette même approche systémique est appliquée à la société, en particulier au tissu économique local et aux rapports psycho-sociaux. D'où l'importance de la notion de résilience. En psychiatrie la résilience désigne la capacité de la personnalité à se reconstruire après un traumatisme. En écologie c'est la capacité des écosystèmes à se reconstituer après une importante destruction.

La démarche des *territoires en transition* est exemplaire du « penser globalement, agir localement ». Dans le concret, la démarche est localiste, mais elle n'est pas « nimby ». Au départ, il y a la conscience aiguë des problèmes planétaires. La réponse se veut rationnelle et optimiste : on recherche d'emblée des solutions faisables à partir de la solidarité et de la créativité personnelle et collective. La démarche a une grande force de conviction morale, c'est une option pour le bonheur à court et à long terme, par une conversion à un vivre-ensemble écologique et solidaire. Et même quand les résultats pratiques sont insuffisants et peuvent sembler naïfs (planter des noisetiers dans les parcs publics ne suffit pas à garantir l'autosuffisance alimentaire locale!) ils ont un effet symbolique et préparent la société à des changements plus importants face aux crises à venir.

Une démarche à la fois fédératrice et radicale

L'idée de transition permet de fédérer dans les pratiques sociales (et pas seulement dans le programme d'un parti ou d'une association) des préoccupations qui à première vue peuvent sembler disparates et de leur donner une lisibilité d'ensemble autour des thèmes de la relocalisation, de la requalification du travail, de la démocratie locale, etc., qui dessinent "un autre monde possible".

Sans que ce soit expressément le but initial, l'auto-organisation territoriale sous le signe de la *Transition* contribue à créer le terreau social dans lequel peuvent germer des expériences d'économie solidaire, des alternatives au capitalisme notamment dans les récessions qui s'annoncent.

Il faudrait notamment (plus que ce n'a été fait dans les expériences anglaises) réfléchir à comment la question de l'emploi et celle de la réorientation de l'aménagement industriel se posent dans la perspective de la décarbonisation de l'économie. A travers la nécessaire relocalisation de la production, l'écologie, contrairement aux clichés, conduit à une réindustrialisation des pays développés.

Des petites villes aux grandes

C'est surtout dans les petites villes que la démarche « transition » marche bien, car on peut s'appuyer sur une certaine convivialité locale (et sur les ressources de la campagne proche). Mais une expérience est en cours à Bristol, une grande ville. Il n'y a pas une recette unique, dans chaque territoire la configuration sociale, culturelle et institutionnelle est différente. Dans certains territoires existent un grand nombre de pratiques et de ressources qui d'ores et déjà préfigurent, consciemment ou pas, ce que pourrait être l'après-pétrole : associations de consommation responsable, structures d'entraide en tout genre, entreprises locales de production ou de réparation, transports en commun ; et le simple fait de recenser ces acteurs peut faire passer dans la société la conscience qu'ils forment un puzzle de l'avenir et créer une identité collective. Mais il y a le risque de fonctionner en réseau entre gens déjà convaincus en « enjambant » le gros de la population. D'où

l'intérêt de garder comme exemples les cas où c'est vraiment une communauté de voisinage qui s'auto-organise.

Le rôle des éluEs

Les expériences anglaises sont parties d'une action dans la société civile, et ne s'adressent aux éluEs que dans un deuxième temps. Il faut d'abord avoir un poids dans la société pour casser le couple infernal que forment l'élu timoré (ou corrompu) et l'électeur consumériste. Mais à l'inverse on peut très bien imaginer que des éluEs et des institutions prennent l'initiative. Des plans énergie-climat sont déjà en route dans de nombreuses collectivités locales, avec une intéressante réflexion méthodologique, et l'expérience française montre que c'est toujours l'implication personnelle d'unE éluE volontariste qui permet l'avancée de ces plans (voir *La Revue Durable* citée en bibliographie). La part des éluEs sera sans doute plus importante dans le lancement du mouvement en France qu'en Angleterre. Mais le souci de l'auto-organisation de la population est décisif à la fois pour enraceriner le mouvement et pour ne pas rester dans les limites des inévitables compromis institutionnels.

Comment mobiliser pour le climat ?

Les réponses mises en avant par le mouvement des *territoires en transition* pour faire face au pic pétrolier contribuent aussi à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. C'est donc une part essentielle de la lutte contre la catastrophe climatique en cours.

Face aux dangers extrêmes des dérèglements climatiques la faiblesse de la mobilisation populaire est gravissime. En réponse à cela, c'est une idée géniale d'accrocher la lutte contre le réchauffement climatique à la prévention du pic pétrolier, pour les raisons suivantes :

Les citoyens voient mal comment ils peuvent peser contre le réchauffement climatique parce que les mesures qu'il faudrait prendre ne seraient vraiment efficaces que si elles étaient prises de façon concertée à l'échelle mondiale, niveau qui est largement hors de portée de l'action citoyenne vu ce que sont actuellement les institutions internationales. En revanche les mêmes mesures (une énorme réduction des carburants fossiles) peuvent avoir, même dans les limites locales, une efficacité directe sur les conditions de vie des gens dans le pic pétrolier. Les gens peuvent donc plus facilement comprendre qu'il est de leur intérêt de se mobiliser dans la perspective du pic pétrolier ... et indirectement cela montrera qu'il est possible de prendre des mesures contre le réchauffement climatique.

D'autre part, la population des pays riches vit en majorité dans les zones tempérées, où les gens sont dans l'ensemble moins exposés que dans les zones tropicales aux accidents climatiques tels que les sécheresses, les ouragans, les inondations. Ils ont donc du mal à se sentir personnellement concernés par le dérèglement climatique (même s'ils commencent déjà à en subir les conséquences). En revanche cette population dépend du pétrole dans son quotidien, pour presque tous les biens de consommation, les transports, l'électricité domestique. Il est donc compréhensible, même si c'est regrettable, qu'il soit plus facile de faire comprendre aux gens les dangers du pic pétrolier que ceux du réchauffement climatique. Inversement, si cette population, la plus énergivore à l'échelle mondiale, apprend à se passer des énergies fossiles dans la perspective du pic pétrolier, on peut espérer qu'elle acceptera de s'en passer pour protéger le climat.

Les avancées, même modestes et locales, des *villes en transition*, ont montré que les citoyens peuvent s'attaquer à la pétro-addiction consumériste collective, qui constitue une cause non négligeable de la crise écologique.

Certes il y a d'autres causes macro-économiques au dérèglement climatique et à la pétro-dépendance des sociétés, qui se situent au niveau des décisions d'investissement des grandes entreprises et des Etats, pris dans la lutte pour le pouvoir, le profit financier et les parts de marché. Le mouvement des *villes en transition*, d'abord ciblé sur les comportements de consommation et sur

la sociabilité et l'économie locales, ne s'attaque pas directement à ces centres de pouvoir. Mais on peut espérer qu'en donnant plus de puissance à la société civile ce mouvement parviendra un jour à faire pression de façon décisive sur les pouvoirs publics et leurs décisions de politique économique.

Le bilan de Copenhague

Au moment où l'expérience des *transition towns* commençait à être connue en dehors du monde anglo-saxon est arrivé l'échec de la conférence de Copenhague fin 2009, étalant au grand jour l'inaction scandaleuse des Etats. En même temps, en France, ce fut la trahison par le gouvernement de la plupart des promesses du Grenelle de l'environnement.

Copenhague a montré aussi les limites de certaines formes d'action écologistes. Les grandes associations qui ont conquis une forte reconnaissance dans l'opinion par leurs actions spectaculaires et une légitimité d'expertise n'ont pourtant pas eu le poids suffisant pour infléchir les décisions des Etats. Il apparaît qu'il manque à ces associations (et aux partis) des pratiques d'auto-organisation de la société civile qui permettraient de modifier le rapport de force macro-politique vis-à-vis des dirigeants des Etats.

D'où l'intérêt que l'expérience des *transition towns* suscite aujourd'hui en 2010 parmi les militants fatigués de sonner le tocsin et guettés par le découragement ou la tentation de se replier chacun sur son pré carré associatif.

Un élément de réponse au blocage des perspectives politiques

Cela dit, même si on parvenait à mettre en place tout un tissu d'alternatives allant dans le sens de l'après-pétrole, cela ne supprimerait pas la mainmise de l'oligarchie capitaliste sur les principales décisions macro-économiques et politiques. La question d'une alternative politique nationale (ou plus) et celle d'une politique macro-économique restent donc posées.

De ce point de vue nous vivons dans le marasme. La gauche social-libérale ne souhaite pas rompre avec l'oligarchie. En France, d'une élection à l'autre les gauches anti-libérales restent le plus souvent divisées, n'ont que des résultats modestes et surtout ne parviennent pas à créer un pôle politique attractif ni une mobilisation populaire. Les succès électoraux récents d'Europe Ecologie ne permettent pas encore de dire si ce mouvement gagnera son pari d'une synergie de transformation sociale entre les élus et la société civile, ou s'il servira principalement de tremplin à de nouveaux politiciens simplement pas pires que les autres.

Il y a à ce marasme politique des causes structurelles¹. Mais on peut espérer débloquent la situation en mettant les élus et les partis sous la pression de mouvements sociaux de transformation, ou en créant une synergie entre les deux. Pour cela il faut des mouvements sociaux suffisamment puissants et autonomes. C'est ce que pourraient apporter des expériences d'auto-organisation sociale sous l'égide de la transition. Cette démarche, par son aspect à la fois divers et fédérateur, et par l'insistance sur l'auto-organisation, donne un poids social aux idées écologistes et alternatives.

Consciemment ou pas, le mouvement des Territoires en Transition a donc apporté une pièce qui manquait dans la culture politique alternative d'aujourd'hui.

Toutefois le thème de la transition ne doit surtout pas être accaparé comme étiquette par un mouvement politique. Il ne s'agit pas non plus d'en faire un signe de reconnaissance pour un

¹ Le fonctionnement même des partis politiques produit des déformations typiques : un parti avant-gardiste a tendance à l'esprit de chapelle, et un parti en mesure de conquérir des postes électifs tend à penser selon le « réalisme » électoraliste ou gestionnaire, et à se laisser dévorer de l'intérieur par la course aux postes électifs. J'ai proposé une analyse et des remèdes à ces tendances naturelles aux partis politiques : voir <http://joel.martine.free.fr>, rubrique [Politique alternative](#), texte [Les mouvements citoyens face aux effets pervers de la démocratie représentative](#), publié dans la revue *Cosmopolitiques*, n°12, *Que faire des partis ?*

mouvement de pensée délimité ou une tribu de plus dans la foire aux identités. Pour que cela marche, il faut que le mouvement soit toujours ouvert à tous les habitants formant une communauté de voisinage. Ses seules frontières sont celles des territoires concrets dans lesquels il s'incarne.

Un renouveau culturel, émotionnel, politique

L'idée de la transition à l'après-pétrole va sans doute créer autant sinon plus de remous sur la scène intellectuelle et dans les médias que ne le fait l'idée de la « décroissance » depuis quelques années, pour les mêmes raisons, mais avec un aspect plus pragmatique.

L'idée de *territoires* en transition (en anglais on emploie le mot *community*) répond aussi à de puissantes motivations émotionnelles. C'est explicitement une réponse à l'angoisse, plus rationnelle que les réponses religieuses (mais ne les excluant pas). C'est une réponse au désir de communauté, sur des bases pragmatiques, rationnelles, esthétiques aussi, et non communautariste. C'est une combinaison de tradition (l'intérêt pour les modes de vie et les qualifications d'avant l'industrialisation) et d'esprit scientifique et progressiste. Enfin c'est une démarche de solidarité et de citoyenneté concrète.

L'idée que l'humanité est entrée, ou devrait entrer, dans la transition à l'après-pétrole est convaincante et profondément rationnelle à la fois parce qu'elle est objective et irrécusable, et parce qu'elle reste ouverte, un peu vague et à remplir concrètement. D'un côté les avertissements des scientifiques convergent vers une conclusion irrécusable : à la fois par le pic pétrolier et le dérèglement climatique, l'ère des combustibles fossiles touche à sa fin et toutes les tentatives pour retarder les échéances ne font qu'aggraver l'enchaînement de catastrophes dans lequel nous sommes entrés. Cela, nous le savons, mais comme l'a écrit J-P Dupuy « nous ne croyons pas ce que nous savons ». Or la simple affirmation que nous sommes dans la transition à l'après-pétrole, affirmation que tout le monde peut comprendre, a pour effet de déchirer cette incrédulité, cet aveuglement consenti ; on affirme ainsi avec assurance que l'ordre actuel est provisoire, mais aussi qu'un autre monde est déjà en construction, et cela nous tourne vers des tâches concrètes. Et l'image de cet autre monde n'est pas fixée d'avance : l'idée de transition est ainsi un appel à la responsabilité, mais aussi à la créativité, donc au désir. Certes l'image du futur est déjà plus qu'esquissée : relocalisation, produits durables plutôt que jetables, filières d'entreprises d'utilité publique et non lucratives, etc., et ces idées pointent vers un projet de société fondé sur l'égalité, la démocratie la plus concrète, la socialisation de l'économie. Mais ce projet de société, pour se réaliser, doit être ouvert à l'invention et à l'expérimentation et doit être fédérateur. De ce point de vue le flou de l'idée de transition est une bonne chose. C'est même un élément de légitimation de la démarche dans le débat public : non seulement cela permet d'intégrer des apports divers (même une partie des innovations mises au point par le « capitalisme vert »), mais vis-à-vis des sceptiques et des détracteurs cela évite de s'enfermer dans telle ou telle solution de détail et cela ramène toujours les interlocuteurs vers la nécessité de sortir de l'ère des combustibles fossiles.